ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 octobre 1966, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 3 "portant des mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires unilingues en service le 1er septembre 1963 à l'égard des emplois à conférer par promotion dans le cadre bilingue des services dont l'activité s'étend à tout le pays", a donné le 3 novembre 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e oktober 1966 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr 3 "houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door de eentalige ambtenaren die in dienst waren op 1 september 1963, ten opzichte van de bij bevordering te begeven betrekkingen in het tweetalig kader van de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt", heeft de 3e november 1966 het volgend advies gegeven :

Article 1er du projet.

I.

Toutes les dispositions fondamentales du projet sont énoncées dans ce seul article, qui, en conséquence, est fort long. Le projet gagnerait en clarté si ces dispositions étaient réparties entre plusieurs articles. Et il serait plus aisément compris si certaines dispositions étaient présentées dans un ordre différent.

\+

\+ \+

II.

L'intitulé du projet et l'article 1er, alinéa 1er, font mention "des services dont l'activité s'étend à tout le pays". Selon les lois coordonnées, ces services comprennent les "services (d'exécution) établis à l'étranger" (article 47 de ces lois). Or, dans ces derniers services il n'y a pas de cadre bilingue : tous les titulaires des emplois "doivent fournir la preuve ... qu'ils possèdent de la seconde langue - le néerlandais ou le français - une connaissance appropriée à leurs fonctions" (article 47, § 5, alinéa 2). L'arrêté en projet ne peut, en raison de son objet même, s'appliquer aux "services établis à l'étranger". Telle est bien la pensée du Gouvernement selon la déclaration du fonctionnaire compétent.

.../...

Il se recommande dès lors d'employer une formule indiquant de manière exacte les services auxquels l'arrêté en projet sera applicable. La formule suivante pourrait être utilisée : "les services centraux et les services d'exécution dont le siège est établi en Belgique".

\+

\+ +

III.

Dans le sens général du terme, il y a promotion lorsqu'il y a nomination à un grade plus élevé.

Pour les agents de l'Etat soumis au statut du 2 octobre 1937, le terme "promotion" est compris dans un sens plus strict à la suite de la réforme opérée par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Aux termes de l'article 70, § 1er nouveau, "la promotion est la nomination d'un agent de l'Etat à un grade d'un rang supérieur ... ". Le changement de grade prévu à l'article 71 ne constitue pas une promotion au sens du statut, même s'il confère un grade mieux rémunéré.

Pour prévenir des difficultés, il conviendrait que le projet précise le sens que le Gouvernement donne au terme "promotion".

Cette observation vaut aussi pour le projet faisant l'objet de l'avis L. 9842/2.

IV.

L'article 1er, alinéa 4, du projet concerne la résorption du surnombre.

Dans son texte originel, l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 (1) énonçait que "le surnombre ... est résorbé à la première occasion". Le Conseil d'Etat a relevé que cette disposition était rédigée en termes impératifs, qu'elle obligeait à affecter l'agent en surnombre au premier emploi de son grade qui devenait vacant et qu'elle ne laissait pas à l'autorité administrative le pouvoir d'apprécier de manière discrétionnaire si l'agent en surnombre était apte à occuper l'emploi vacant (Conseil d'Etat 31 janvier 1958, RIGA et CONSORTS, n° 6032).

L'arrêté royal modificatif du 15 avril 1958 attribue au contraire, à l'autorité compétente pour nommer, le pouvoir d'apprécier discrétionnairement, après avis du conseil de direction, si l'agent promu en surnombre est apte ou non à occuper le premier emploi de son grade qui devient vacant. Pour éviter des abus préjudiciables au Trésor, l'arrêté royal du 15 avril 1958 dispose également que

.../...

(1) Arrêté du Régent du 28 avril 1947 maintenant dans le cadre du nouveau statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat les dispositions de garantie prises en faveur des agents dépassés dans leur carrière pour raison linguistique.

"les emplois vacants ne peuvent être pourvus d'un titulaire choisi en dehors des fonctionnaires et agents en surnombre qu'avec l'accord du Premier Ministre".

La première phrase de l'article 1er, alinéa 4, du projet oblige - comme c'était le cas dans le système établi par le texte originel de l'arrêté du Régent du 28 avril 1947 - à résorber le surnombre dès que devient vacant un emploi correspondant au grade du bénéficiaire de la promotion en surnombre.

Il est difficile de discerner la portée exacte de la seconde phrase du même alinéa : "Les règlements organiques fixent les modalités de la résorption". Cette seconde phrase paraît permettre que les règlements organiques confèrent à l'autorité administrative le pouvoir d'apprécier si l'agent en surnombre est apte à occuper l'emploi. Elle semble donc en contradiction avec la première phrase du même alinéa.

Sous peine d'introduire une grave insécurité juridique, la disposition examinée doit être rédigée de manière à indiquer sans ambiguïté si elle laisse à l'autorité administrative le pouvoir d'apprécier discrétionnairement l'aptitude de l'agent en surnombre à occuper l'emploi vacant ou si, au contraire, elle l'oblige à affecter cet agent au premier emploi de son grade qui devient vacant. Il va, d'ailleurs, de soi - encore qu'il puisse être utile de l'énoncer dans le texte - que même dans ce second système, l'affectation de l'agent

.../...

en surnombre au premier emploi vacant de son grade ne doit se faire que s'il satisfait à toutes les conditions objectives requises pour accéder à cet emploi. Ces conditions comprennent non seulement celles qui sont fixées par les statuts, mais aussi celles qui sont établies par les règlements organiques, découlent de la nature même des fonctions ou, encore, résultent des barrières à l'avancement érigées entre administrations d'un même Ministère.

Ce n'est que sous réserve de l'observation qui vient d'être formulée, que le Conseil d'Etat propose une rédaction nouvelle pour l'article 1er, alinéa 4, du projet (article 7 du texte proposé).

Dans le projet faisant l'objet de l'avis L. 9842/2, on ne trouve pas une disposition semblable à la deuxième phrase de l'article 1er, alinéa 4, du présent projet alors que l'économie des dispositions des deux projets est la même. Il se recommanderait d'établir dans chacun des deux projets le même système de résorption des surnombres.

V.

Comme le Conseil d'Etat l'a expliqué de manière plus précise dans son avis L. 9842/2, il est souhaitable d'indiquer quel emploi occupe l'agent promu en surnombre avant son affectation à un emploi de son grade.

.../...

VI.

Diverses dispositions actuellement en vigueur obligent à affecter un agent au premier emploi de son grade qui devient vacant (1). Dès lors, des difficultés pourraient surgir dans certains cas où se produirait un concours de priorités d'affectation.

La présente observation vaut aussi pour le projet faisant l'objet de l'avis L. 9842/2.

VII.

En ce qui concerne l'article 1er, alinéa 5, du projet, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a formulée dans son avis L. 9842/2 au sujet de l'importance de la formalité du classement des agents dépassés.

.../...

(1) On peut notamment citer :
l'article 40 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;
l'article 37 de l'arrêté du 16 septembre 1959 fixant le statut du président, du secrétaire général et du personnel du Conseil national de la politique scientifique;
l'article 20 de l'arrêté royal du 27 janvier 1953 relatif à la réaffectation des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964 et l'article 10 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat qui renvoie à cet article 20.

Article 2 du projet.

Selon les explications du fonctionnaire compétent, l'expression "activité de service" n'est pas prise ici dans le sens précis où elle désigne une position administrative. L'article exige seulement des bénéficiaires de l'arrêté en projet, qu'ils aient conservé, sans interruption depuis le 1er septembre 1963, la qualité d'agent d'un des services indiqués à l'article 1er. Il conviendrait d'amender le texte de l'article pour énoncer de manière exacte les intentions du Gouvernement.

Article 3 du projet.

Cet article est identique à l'article 3 du projet faisant l'objet de l'avis L. 9842/2. Comme le Conseil d'Etat l'a expliqué dans cet avis, l'article est superflu et devrait être omis.

Article 4 du projet.

Cet article est identique à l'article 4 du projet faisant l'objet de l'avis L. 9842/2. Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation faite au sujet de cette dernière disposition.

.../...

Articles 5 et 6 du projet.

En raison de son objet même, l'arrêté en projet ne peut recevoir d'application avant qu'ait été institué le cadre bilingue et même avant que soit faite une promotion à un emploi de ce cadre.

Néanmoins, il est inutile de distinguer le jour où "les dispositions du présent arrêté sortent leurs effets" (article 5 du projet) et le jour où "le présent arrêté entre en vigueur" (article 6 du projet). Il serait préférable de fondre les articles 5 et 6 du projet en un seul article.

\+

\+ +

'ARRETE ROYAL PORTANT DES MESURES DE SAUVEGARDE DES DROITS ACQUIS PAR LES AGENTS UNILINGUES EN FONCTIONSLE 1er SEPTEMBRE 1963 DANS LES SERVICES CENTRAUX ET LES SERVICES D'EXECUTION ETABLIS EN BELGIQUE(III).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 7, alinéa 2;

Vu l'avis des organisations syndicales visées par l'article 54, alinéa 2, des mêmes lois;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er (article 1er, alinéa 1er partim, du projet).

Le présent arrêté s'applique aux services centraux et aux services d'exécution dont le siège est établi en Belgique.

Article 2 (article 1er, alinéa 1er partim, du projet).

Au cours de la période de cinq ans qui suivra l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'agent unilingue en fonction le 1er septembre 1963, qui aurait été nommé à un emploi d'un grade de promotion si cet emploi n'avait pas été compris dans le cadre bilingue, obtient la promotion au même grade, en surnombre, lorsque l'agent bilingue nommé à l'emploi est inscrit au même rôle linguistique que lui.

Article 3 (article 1er, alinéa 5, du projet).

A l'occasion de chaque nomination à un emploi du cadre bilingue, l'autorité investie du pouvoir de nomination détermine, s'il y a lieu, dans quel ordre, au cas où l'emploi n'aurait pas été compris dans ce cadre, les agents unilingues remplissant les conditions requises pour y accéder auraient été admis au bénéfice de la promotion à cet emploi.

A cet effet, elle établit une liste indiquant le classement de l'agent qui aurait été nommé et celui des agents dépassés.

.../...

Article 4 (article 1er, alinéa 2).

Au cours de la période déterminée à l'article 2, les agents unilingues en fonctions le 1er septembre 1963 qui appartiennent au même rôle linguistique que l'agent nommé à l'emploi du cadre bilingue et qui, sans tomber sous l'application de l'article 2, sont néanmoins, compte tenu du classement prescrit par l'article 3, dépassés par ledit agent, bénéficient, chacun successivement dans l'ordre du classement indiqué, d'une promotion en surnombre, au fur et à mesure que les bénéficiaires précédents de semblable promotion vont occuper dans le cadre unilingue ou, éventuellement, dans le cadre bilingue, un emploi du grade dont ils sont titulaires.

Article 5 (article 2 du projet).

Pour bénéficier du présent arrêté, les intéressés doivent avoir conservé, sans interruption depuis le 1er septembre 1963, la qualité d'agent d'un des services indiqués à l'article 1er.

Article 6 (article 1er, alinéa 3, du projet).

Les promotions accordées en application de l'article 2 ont effet à la même date que la promotion à l'emploi du cadre qui les entraîne.

Les promotions accordées en application de l'article 4 ont effet à la date de l'affectation à un emploi du cadre, du bénéficiaire précédent d'une promotion en surnombre.

.../...

Article 7 (article ler, alinéa 4, du projet).

(L'agent promu en surnombre en application du présent arrêté est affecté au premier emploi de son grade qui devient vacant dans le cadre correspondant à son rôle linguistique, s'il satisfait aux conditions requises pour être nommé à l'emploi.

En attendant d'être affecté conformément à l'alinéa ler, l'agent promu en surnombre continue à occuper son emploi antérieur.) (1)

Article 8 (article 4 du projet).

Les Ministres qui ont les services sous leur autorité hiérarchique ou de tutelle peuvent prendre les règlements complémentaires nécessaires pour y assurer l'application du présent arrêté.

.../...

(1) Voir l'observation IV relative à l'article ler du projet.

Article 9 (articles 5 et 6 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur pour chaque service le même jour que l'arrêté qui institue le cadre bilingue de ce service.

Article 10 (article 7 du projet).

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Artikel 1 van het ontwerp.

I.

Alle fundamentele bepalingen van het ontwerp staan in dit ene artikel, dat dan ook heel lang is. Het ontwerp zou overzichtelijker zijn als ze over verscheidene artikelen waren gespreid, en voor een deel ook in een andere volgorde waren voorgesteld.

\+

\+ \+

II.

In het opschrift en in artikel 1, eerste lid, is sprake van "de diensten waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt". Volgens de gecoördineerde wetten (artikel 47) behoren daartoe ook de "buitenlandse (uitvoerings) diensten". In die diensten is er echter geen tweetalig kader : alle titularissen van betrekkingen "moeten ... het bewijs leveren dat zij een aan hun functie aangepaste kennis van de tweede taal - het Frans of het Nederlands - bezitten" (artikel 47, § 5, tweede lid). Wegens zijn strekking zelf kan het ontwerp-besluit geen toepassing vinden op "buitenlandse diensten". Zo meent het ook de Regering, naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard.

Het verdient dan ook aanbeveling te werken met een formule die nauwkeurig aangeeft op welke diensten het ontwerp-besluit toepassing zal vinden. Bruikbaar zou zijn : "de centrale diensten en de in België zetelende uitvoeringsdiensten".

\+

\+ \+

.../...

III.

In algemene zin is er bevordering in geval van benoeming tot een hogere graad.

Voor Rijksambtenaren die onderworpen zijn aan het statuut van 2 oktober 1937 wordt de term "bevordering" in engere zin opgevat sinds de hervorming bij koninklijk besluit van 16 maart 1964. Luidens het nieuwe artikel 70, § 1, is de bevordering "de benoeming van een Rijksambtenaar tot een graad van een hogere rang ...". De verandering van graad, bedoeld in artikel 71, is geen bevordering in de zin van het statuut, zelfs als zij een beter bezoldigde graad verleent.

Opdat geen moeilijkheden ontstaan, zou het ontwerp de betekenis welke de Regering aan de term "bevordering" geeft, moeten verduidelijken.

Die opmerking geldt ook voor het ontwerp waarover onder L. 9842/2 is geadviseerd.

IV.

Artikel 1, vierde lid, van het ontwerp betreft "het wegwerken van de ... overtallige sterkte".

In zijn oorspronkelijke tekst stelde artikel 1, derde lid, van het besluit van de Regent van 28 april 1947 (1) dat "de overtallige personeelssterkte bij de eerste gelegenheid wordt ingekrompen".

.../...

---

(1) Besluit van de Regent van 28 april 1947 behoudende, in het kader van het nieuw geldelijk statuut van het door de Staat bezoldigd personeel, de waarborgbepalingen genomen ten voordele van de beambten, die in hun loopbaan mochten voorbijgegaan zijn om redenen van taalkundige aard.

De Raad van State heeft hierbij opgemerkt dat die bepaling in gebiedende termen was gesteld, dat zij verplichtte een overtallig beambte aan te wijzen voor de eerst vacant wordende betrekking van zijn graad en dat zij de bestuursoverheid geen bevoegdheid liet om discretionnair te oordelen of een overtallig beambte geschikt was om een vacante betrekking te bekleden (Raad van State 31 januari 1958 RIGA en CS, nr 6032).

Het wijzigingsbesluit van 15 april 1958 van zijn kant verleent de benoemende overheid bevoegdheid om, na advies van de directieraad, discretionnair te oordelen of de in overtal bevorderde beambte al dan niet geschikt is om de eerst vacant wordende betrekking van zijn graad te bekleden. Ten einde voor de Schatkist hinderlijke misbruiken te voorkomen, bepaalt het koninklijk besluit van 15 april 1958 ook: "de instemming van de Eerste Minister is echter vereist wanneer een titularis voor een openstaande betrekking, buiten de overtallige ambtenaren en beambten wordt gekozen".

De eerste volzin van artikel 1, vierde lid, van het ontwerp verplicht dus, net zoals de oorspronkelijke tekst van het besluit van de Regent van 28 april 1947, om "de overtallige sterkte" weg te werken zodra een betrekking, die overeenstemt met de graad van de in overtal bevorderde, vacant wordt.

De juiste strekking van de tweede volzin van die alinea, "de organieke reglementen bepalen de modaliteiten van de wegwerking", valt moeilijk te achterhalen. De bedoeling lijkt te zijn, dat de "organieke reglementen" de bestuursoverheid bevoegdheid verlenen om uit te maken of een beambte in overtal geschikt is tot het bekleden van de betrekking. Dat lijkt te strijden met de eerste volzin van dezelfde alinea.

.../...

Wil ze geen ernstige rechtsonzekerheid teweegbrengen, dan moet de hier onderzochte bepaling zo worden gesteld dat zij ondubbelzinnig aangeeft of zij de bestuursoverheid bevoegd laat om eigenmachtig te oordelen of de beambte in overtal geschikt is om de vacante betrekking te bekleden dan wel of zij haar verplicht hem voor de eerst vacant wordende betrekking van zijn graad aan te wijzen. Het spreekt overigens vanzelf, ook al kan het dienstig zijn dat in de tekst te zeggen, dat de aanwijzing van een beambte in overtal voor de eerst vacant wordende betrekking van zijn graad, zelfs in dat tweede systeem, alleen plaats moet hebben als hij voldoet aan alle objectieve eisen van benoeming in die betrekking, dit wil zeggen, niet alleen de statuuteisen, maar ook de eisen die gesteld zijn door de organieke reglementen, voortvloeien uit de aard zelf van de ambten of nog het gevolg zijn van de "afsluitingen" die terzake van bevordering zijn opgetrokken tussen de besturen van eenzelfde Ministerie.

Alleen onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking beveelt de Raad van State een nieuwe redactie aan voor artikel 1, vierde lid, van het ontwerp (artikel 7 van de voorgestelde tekst).

Ook al is de economie van de bepalingen in beide ontwerpen dezelfde, een bepaling als die van de tweede volzin van artikel 1, vierde lid, van het onderhavige ontwerp, vindt men niet terug in het ontwerp waarover advies L. 9842/2 is gegeven. Een gelijke regeling inzake het "wegwerken van de overtallige sterkte" zou nochtans in beide ontwerpen aanbeveling verdienen.

.../...

V.

Zoals de Raad van State omstandiger in zijn advies L.9842/2 heeft uiteengezet, is het wenselijk aan te geven welke betrekking de in overtal bevorderde beambte bekleedt eer hij voor een betrekking van zijn graad wordt aangewezen.

VI.

Een aantal thans geldende bepalingen verplichten om een beambte aanwijzing te geven voor de eerst vacant wordende betrekking van zijn graad (1). Moeilijkheden kunnen zich dan ook voordoen in bepaalde gevallen waarin er samenloop van prioriteiten inzake dienstaanwijzing zou zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontwerp waarover het advies L.9842/2 is gegeven.

.../...

---

(1) Aangehaald mogen onder meer worden :
artikel 40 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten ;
artikel 37 van het besluit van 16 september 1959 houdende statuut van de voorzitter, de secretaris-generaal en het personeel van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid ;
artikel 20 van het koninklijk besluit van 27 januari 1953 betreffende de wedertewerkstelling der Rijksambtenaren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 en artikel 10 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de stand disponibiliteit van de Rijksambtenaren, hetwelk naar dat artikel 20 verwijst.

VII.

In verband met artikel 1, vijfde lid, van het ontwerp, moge de Raad van State verwijzen naar hetgeen hij in zijn advies L.9842/2 heeft opgemerkt ten aanzien van de formaliteit van de rangschikking van de voorbijgegane beambten.

Artikel 2 van het ontwerp.

Naar de bevoegde ambtenaar heeft verklaard, wordt onder "dienstactiviteit" niet noodzakelijk een administratieve stand in enge zin begrepen. Het artikel eist alleen dat degenen die voor het ontwerp-besluit in aanmerking komen, sinds 1 september 1963 zonder onderbreking, beambte van een van de in artikel 1 aangegeven diensten zijn gebleven. Om de bedoeling van de Regering duidelijk tot uitdrukking te brengen, moet men dus de tekst van het artikel amenderen.

Artikel 3 van het ontwerp.

Dat artikel is hetzelfde als het overeenkomstige artikel 3 van het ontwerp waarover de Raad van State zijn advies L.9842/2 heeft gegeven en moet, zoals daarin uiteengezet is, als overbodig vervallen.

Artikel 4 van het ontwerp.

Voor dit artikel, dat hetzelfde is als artikel 4 in het ontwerp waarover advies L.9842/2, moge de Raad van State naar de daar gemaakte opmerking verwijzen.

.../...

Artikelen 5 en 6 van het ontwerp.

Wegens zijn onderwerp zelf kan het ontwerp-besluit geen toepassing vinden vooraleer het tweetalig kader is ingesteld en zelfs niet vooraleer een bevordering in een betrekking van dat kader plaats heeft gehad.

Het is nochtans onnodig een onderscheid te maken tussen de dag waarop "de bepalingen van dit besluit uitwerking hebben" (artikel 5 van het ontwerp) en de dag waarop "dit besluit in werking treedt" (artikel 6 van het ontwerp). Het ware verkieslijk, de artikelen 5 en 6 van het ontwerp tot één artikel te verwerken.

\+

\+ \+

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE MAATREGELEN TOT VRIJWARING VAN DE RECHTEN VERKREGEN DOOR DE EENTALIGE BEAMBTEN OP 1 SEPTEMBER 1963 IN DIENST IN DE CENTRALE BESTUREN EN IN DE IN BELGIE ZETELENDE UITVOERINGSDIENSTEN (III).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 7, tweede lid ;

Gelet op het advies van de syndicale organisaties bedoeld in artikel 54, tweede lid, van dezelfde wetten ;

.../...

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1 (artikel 1, eerste lid, partim, van het ontwerp).

Dit besluit is van toepassing op de centrale diensten en op de in België zetelende uitvoeringsdiensten.

Artikel 2 (artikel 1, eerste lid, partim, van het ontwerp).

Gedurende de periode van vijf jaar die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit, wordt de eentalige beambte die in dienst was op 1 september 1963 en in een betrekking van een bevorderingsgraad benoemd zou zijn geweest indien die betrekking niet tot het tweetalig kader had behoord, in overtal tot dezelfde graad bevorderd, als de in de betrekking benoemde tweetalige beambte op dezelfde taalrol als hij is ingeschreven.

Artikel 3 (artikel 1, vijfde lid, van het ontwerp).

Naar aanleiding van iedere benoeming in een betrekking van het tweetalig kader, bepaalt de benoemende overheid, indien daartoe grond bestaat, in welke volgorde, ingeval de betrekking niet tot dat kader had behoord, de eentalige beambten, die voldoen aan de eisen om in de betrekking te worden benoemd, in aanmerking zouden zijn gekomen voor bevordering tot die betrekking.

Daartoe maakt zij een lijst op, waarin zij de beambte die benoemd zou zijn geweest en de voorbijgegane beambten rangschikt.

.../...

Artikel 4 (artikel 1, tweede lid).

Gedurende de periode bepaald in artikel 2, worden de eentalige beambten in dienst op 1 september 1963, die behoren tot dezelfde taalrol als de in de betrekking van het tweetalig kader benoemde beambte en die, zonder onder toepassing van artikel 2 te vallen, toch, gelet op de in artikel 3 voorgeschreven rangschikking, door die beambte zijn voorbijgegaan, ieder op zijn beurt in de volgorde van de aangegeven rangschikking, in overtal, bevorderd, naarmate degenen die vroeger een zodanige bevordering hebben gekregen, in het eentalig of eventueel in het tweetalig kader een betrekking van hun graad gaan bekleden.

Artikel 5 (artikel 2 van het ontwerp).

Om voor dit besluit in aanmerking te komen, moeten de betrokkenen zonder onderbreking sedert 1 september 1963 de hoedanigheid van beambte van een der in artikel 1 vermelde diensten hebben behouden.

Artikel 6 (artikel 1, derde lid, van het ontwerp).

Bevorderingen krachtens artikel 2 hebben uitwerking op dezelfde datum als de bevordering tot de betrekking van het kader, die er aanleiding toe geeft.

Bevorderingen krachtens artikel 4 hebben uitwerking op de datum waarop de vorige, in overtal bevorderde, een aanwijzing heeft gekregen voor een betrekking in het kader.

.../...

Artikel 7 (artikel 1, vierde lid, van het ontwerp).

(De op grond van dit besluit in overtal bevorderde beambte wordt aangewezen voor de eerste betrekking van zijn graad die vacant wordt in het met zijn taalrol overeenstemmende kader, als hij aan de eisen voor benoeming in die betrekking voldoet.

In afwachting dat hij overeenkomstig het eerste lid wordt aangewezen, blijft de in overtal bevorderde zijn vroegere betrekking bekleden) (1).

Artikel 8 (artikel 4 van het ontwerp).

De Ministers onder wier hiërarchisch of toezichthoudend gezag de diensten ressorteren, kunnen de aanvullende verordeningen vaststellen die nodig zijn om dit besluit in die diensten toe te passen.

Artikel 9 (artikelen 5 en 6 van het ontwerp).

Dit besluit treedt voor iedere dienst in werking dezelfde dag als het besluit dat het tweetalig kader van die dienst instelt.

Artikel 10 (artikel 7 van het ontwerp).

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

---

(1) Zie opmerking IV betreffende artikel 1 van het ontwerp.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Monsieur : de Heer :	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.